



MAIRIE  
**LE VAL**

83143

Téléphone : 04 94 37 02 20

Télécopie : 04 94 37 02 25



2016/028

**Arrêté fixant le déplacement  
temporaire du marché communal et  
le règlement rue Frédéric Mistral  
le temps des travaux de la Place Gambetta  
Du vendredi 04 mars 2016  
à la fin des travaux.**

N° 28 / 2016

L'Adjoint au Maire de LE VAL (VAR) ;

Vu l'arrêté du Maire n°2014-51 du 22 avril 2014 portant délégation des fonctions Sécurité, Prévention, Police Municipale et Personnel Communal à Monsieur Xavier GIRAUD, Adjoint au Maire  
Vu la Loi des 2 et 17 mars 1791 relative à la liberté du commerce et de l'industrie,  
Vu l'article L.2224-18 du Code général des collectivités territoriales,  
Vu l'article L.2213-1 et suivant notamment l'article L. 2213-6 du Code général des Collectivités territoriales,  
Vu la loi modifiée n° 69-3 du 3 janvier 1969 et son décret d'application modifié n° 70-708 du 31 juillet 1970 relatifs à l'exercice des activités ambulantes et au régime applicable aux personnes circulant en France sans domicile ni résidence fixe,  
Vu les articles R. 411-1 et suivants du Code de la route,  
Vu l'article L. 663-1 du Code rural,  
Vu le Code pénal,  
Vu la délibération du conseil municipal en date du 16/06/2011 pour le marché communal de LE VAL 83143,  
Considérant que le marché communal suppose l'occupation du domaine public,  
Considérant les travaux important sur la Place Gambetta le marché hebdomadaire sera déplacé rue Frédérique Mistral partie comprise entre la rue du 8 mai 1945 et la place Louis Fournier et d'offre la possibilité d'accueillir des commerçants non sédentaires,

**ARRÊTE**

**Article 1 :** un marché communal aura lieu sur le territoire de la Commune, rue Frédérique Mistral, partie comprise entre la rue du 8 mai 1945 et la place Louis Fournier, à Le Val - 83143 les vendredis de 6h00 à 12h30.

**Article 2 :** l'organisation et le fonctionnement sont déterminés par le règlement ci-après annexé.

**Article 3 :** préalablement, les commerçants non sédentaires doivent obtenir une autorisation auprès du Maire ou de son représentant.

**Article 4 :** La redevance pour occupation du domaine public est versée, par les personnes autorisées à exercer leur activité commerciale sur l'emplacement public, à la personne mandatée par le Maire. Redevance fixée par délibération du conseil municipal.

**Annexe 1 :** le règlement communal

**Copies transmises à :**

- Monsieur le Préfet du Var
- Monsieur Le Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale de Brignoles.
- La Police Municipale du Val

Fait au Val, le 23/02/2016

L'adjoint Délégué à la Sécurité  
Xavier GIRAUD







MAIRIE  
**LE VAL**

83143

Téléphone : 04 94 37 02 20  
Télécopie : 04 94 37 02 25

## Règlement du marché communal

### **I – Rue Frédéric Mistral 83143 le Val (partie comprise entre la rue du 8 mai 1945 et la place Louis Fournier)**

- les vendredis de 6 h00 à 12h30
- la vente est interdite en dehors de la rue Frédérique Mistral, partie comprise entre la rue du 8 mai 1945 et la place Louis Fournier, et des emplacements prévus à cet effet.
- La mise en place se fait de 6h à 7h30 : arrivée sur le marché, attribution des emplacements et installation. Les véhicules des marchands pourront stationner dans le jardin théâtre.

La Ville de Le Val se réserve le droit d'apporter toute modification qu'elle juge utile quant aux lieux, jours et heures sus désignés, sans qu'il en résulte un droit à indemnité pour les occupants des emplacements.

### **II – Demande des emplacements et attribution**

Pour toute demande d'autorisation, les professionnels suivants doivent fournir :

- concernant les professionnels ayant un domicile ou une résidence fixe : carte de commerçant non sédentaire ou attestation provisoire pour les nouveaux déclarants
- concernant les professionnels sans domicile ou résidence fixe : livret de circulation portant mention du numéro d'inscription au RCS et/ou du Répertoire des Métiers.
- concernant les salariés des professionnels précités : photocopie de la carte permettant l'exercice d'activité non sédentaire ou de l'attestation provisoire + bulletin de paye de moins de trois mois ou le livret de circulation ou la carte conjoint collaborateur
- Les exploitants agricoles professionnels doivent justifier de leur qualité de producteur.
- Tous les commerçants doivent justifier d'une assurance les couvrant en Responsabilité Civile commerciale et professionnelle.
- Pour tous : Extrait de Kbis à jour (à renouveler tous les 3 mois).

Ces justificatifs doivent être présentés à toute demande du ou de la placière ou des agents de la Force Publique ou des agents du Fisc, des Douanes, des Services Vétérinaires...

Aucun emplacement n'est accordé aux personnes ne pouvant présenter l'un des documents précités.

L'autorisation n'est valable que pour un seul emplacement. Un professionnel, ou son conjoint, ou son employé, ne peut avoir qu'un seul emplacement sur le marché pour la même marchandise.

La ou la placière représentant le Maire, assure l'attribution des emplacements libres. Les places sont accordées après présentation des documents administratifs.



Toute personne désirant obtenir un emplacement définitif doit déposer une demande écrite à la Mairie.

Cette demande doit obligatoirement mentionner :

- Nom, prénom du postulant
- Date et lieu de naissance
- Son adresse
- L'activité précise exercée
- Les justificatifs professionnels
- Le métrage souhaité (maximum autorisé 12 mètres linéaires)

Les demandes d'emplacement seront enregistrées dans un registre spécial, par les ou les placières, dans l'ordre de leur arrivée.

Le renouvellement annuel des demandes d'emplacement est tacite. Néanmoins le renouvellement doit être expresse lorsque les emplacements n'ont pu être utilisés.

Le ou la placière accuse réception de la demande par retour du courrier.

Les demandes sont satisfaites autant que faire se peut dans l'ordre chronologique de leur présentation et en fonction des produits vendus dans l'intérêt de respecter l'ordre public, la tranquillité publique, la diversification et la concurrence.

Pour un même commerce et à égalité de date de demande, un droit de priorité sera accordé :

- aux chefs de famille de plus de trois enfants
- aux mutilés de guerre ou de travail
- éventuellement aux habitants de la Commune sur présentation d'un justificatif de domicile.

### **III – Autorisation d'occupation du domaine public et redevance**

Le titulaire d'un emplacement est un occupant du domaine public communal. Il ne peut le prêter, le sous-louer, le vendre, le négocier. Toute occupation privative du domaine public est assujettie au paiement des droits de place voté par délibération du conseil municipal après consultation des organisations professionnelles.

### **IV – Police des emplacements**

L'attribution d'un emplacement présente un caractère précaire et révocable. Il peut y être mis fin à tout moment pour un motif tiré de l'intérêt général.

Outre l'hypothèse de non respect des dispositions du présent règlement, le retrait de l'autorisation d'occupation d'un emplacement peut être prononcé par le Maire ou son représentant en cas de comportement troublant la sécurité, la tranquillité ou la salubrité publique.

Conformément à l'article 9 du décret n° 70-708 du 31 juillet 1970 modifié :

« l'exercice d'une profession, ou d'une activité, ambulante sans la déclaration préalable prévue à l'article 1er de la loi du 3 janvier 1969 est puni de l'amende prévue pour les contraventions de 4° classe. Le défaut de justification de la possession soit de l'attestation prévue à l'article 5 dudit décret, soit du récépissé prévu à l'article 6 dudit décret, soit des copies des pièces mentionnées à l'article 7 (alinéa 1er) dudit décret, à toute réquisition des officiers ou agents de la force publique ou de l'autorité publique, est puni de l'amende prévue pour les contraventions de 3° classe.

En ce qui concerne les saisonniers, ils doivent indiquer leurs dates d'absence (pour une durée maximum de 61 jours). Dès leur retour, ils réintègrent automatiquement leur ancien emplacement ».



## **V- Police générale**

-La circulation et le stationnement des véhicules, autres que ceux des commerçants participant au marché hebdomadaire et autorisés à stationner, sont strictement interdits sur la Frédéric Mistral partie comprise entre la rue du 8 mai 1945 et la place Louis Fournier le vendredi de 06h00 à 14h30.

- Aucun véhicule de commerçant ne sera autorisé à circuler sur le marché après 7 heures 45, ils devront stationner à l'intérieur du jardin Théâtre afin d'occasionner aucune gêne.

- Les véhicules non magasins, ou non autorisés des commerçants, devront avoir quitté leur emplacement avant 7h45.

-Il est interdit de circuler à bicyclette ou en cyclomoteur, ou tout autre engin à moteur, sur le marché hebdomadaire, exception faite pour les personnes handicapées circulant dans leur fauteuil, y compris motorisé.

## **VI – Dispositions sanitaires**

Dans le cadre de la Sécurité et de la Santé Publique sont interdits :

- La vente de boissons alcoolisées,
- Les jeux de hasard et les loteries, exception faite lors des fêtes foraines,
- L'utilisation abusive d'appareils de diffusion sonore,
- De procéder à des ventes dans les allées,
- D'aller au devant des passants pour leur proposer des marchandises,
- De distribuer des tracts ou autre sans autorisation municipale,
- De créer toute obstruction à la circulation des piétons et des secours dans les allées,
- De procéder à toute forme de racolage.

Les usagers du marché hebdomadaire sont tenus de laisser leur emplacement propre.

Le Maire est chargé de faire respecter les dispositions du présent règlement.

Toute infraction au présent règlement sera sanctionnée par les mesures ci-après dûment motivées :

- 1er constat d'infraction : mise en demeure ou avertissement,
- 2ème constat d'infraction : exclusion provisoire de l'emplacement pour une durée de deux marchés consécutifs,
- 3ème constat d'infraction : exclusion définitive du marché.

## **VII - Débat sur le fonctionnement du marché**

Une commission des marchés est constituée paritaire. Elle est composée de représentants de la Commune et de représentants des commerçants désignés par eux-mêmes ; elle est renouvelée tous les 2 ans. Les services de la Gendarmerie et de la Police municipale sont invités à participer à ces réunions en tant qu'experts.

La commission se réunit autant que nécessaire, soit par convocation du Maire, soit par demande motivée des représentants des commerçants.

Néanmoins celle-ci doit se tenir au minimum 1 fois par an.

Fait à Le Val, le 23/02/2016

L'adjoint Délégué à la Sécurité

Xavier GIRAUD

